

Philippe Condé*

LE RETOUR DE LA RUSSIE DANS LES AFFAIRES MONDIALES

« La Russie a une histoire de plus de mille ans. Et elle a pratiquement toujours usé du privilège de mener une politique extérieure indépendante. Nous n'avons toujours pas, aujourd'hui encore, l'intention de modifier cette tradition. »

*Vladimir Poutine (Président de la Fédération de Russie, 2000-2008,
et actuel Premier ministre)¹*

Le retour d'une forte croissance économique au début de ce siècle a permis à la Russie de retrouver confiance en son avenir. Le PIB russe a connu une expansion annuelle moyenne de 7 % entre janvier 2000 et juin 2008. En janvier 2008, le pays entrait dans le club des dix plus grandes économies mondiales aux côtés du Brésil, de l'Inde ou du Mexique. La flambée du cours des matières premières et en particulier de l'énergie, dont le baril de pétrole a atteint un pic de 147 dollars en juillet 2008 (soit une multiplication par dix par rapport au printemps 1998), a contribué de manière décisive à la sortie de crise de la Russie post-soviétique.

Puis, entre le quatrième trimestre 2008 et le troisième trimestre 2009, la Russie a été fortement touchée par la crise financière internationale puisque son PIB s'est contracté de 7,9 % et que l'investissement s'est effondré de 17 % en 2009. Toutefois, les réserves accumulées pendant les années de croissance (notamment un maximum de 582,2 milliards de dollars en réserves de change au 1^{er} août 2008) ont permis au pays d'amortir la violence du choc et de contrôler la dévaluation du rouble².

En dépit de cette crise profonde, le PIB du pays a encore dépassé 1200 milliards de dollars en 2009, ce qui classait la Russie dans les douze principales économies mondiales. De plus, le pays est sorti de récession au

* Philippe Condé est docteur en économie internationale, enseignant à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et chercheur associé à l'IPRIS (Lisbonne).

cours du troisième trimestre 2009 et le gouvernement prévoit une croissance de 4 à 5 % pour 2010. Par ailleurs, le commerce extérieur ayant continué à dégager des excédents commerciaux, les réserves de change ont de nouveau atteint un niveau élevé, soit 474 milliards de dollars en juillet 2010.

Mais, la puissance russe se mesure surtout à l'aune de sa dotation énergétique. En 2009, la Russie est le deuxième producteur (premier jusqu'en 2008) et le premier exportateur mondial de gaz naturel. Elle est également le premier producteur et le deuxième exportateur de pétrole (derrière l'Arabie saoudite). En outre, elle détient 27 % des réserves mondiales de gaz naturel, ce qui classe le pays au premier rang, 6 % des réserves de pétrole, 20 % des réserves de charbon et 14 % des réserves d'uranium. Au total, la Russie est le premier exportateur énergétique au monde. Depuis l'an 2000, le Kremlin n'a pas hésité à utiliser l'énergie comme moyen d'obtenir des gains économiques et politiques, notamment dans ses rapports avec certains Etats de l'espace post-soviétique (Ukraine et Belarus) mais aussi avec ceux de l'Union européenne.

Par ailleurs, Moscou partage avec Washington le plus important arsenal nucléaire mondial. En effet, les deux pays possèdent 90 % des armes nucléaires. Le nouvel accord START (traité sur la réduction des armes stratégiques) signé le 8 avril 2010 à Prague, prévoit une réduction du nombre de têtes nucléaires à 1550 et de celui des vecteurs à 800 pour chacun des ennemis de la guerre froide. Ainsi, l'arsenal nucléaire permet à la Russie de demeurer l'égale des Etats-Unis et de détenir une influence stratégique mondiale. Depuis 2000, la combinaison de ces trois facteurs de puissance a permis à Moscou d'opérer un retour spectaculaire dans les relations internationales. Le Kremlin est devenu plus exigeant avec ses partenaires traditionnels (Etats-Unis, Union européenne) et a développé des partenariats stratégiques avec les deux géants asiatiques (Chine et Inde). Parallèlement, la Russie s'est efforcée de promouvoir l'intégration économique et militaire dans l'espace post-soviétique afin d'affirmer son rôle de puissance régionale et s'est lancée à la reconquête des zones géographiques abandonnées durant les années 1990 (Afrique, Amérique latine). L'objectif de cette diplomatie multivectorielle est de restaurer la position d'acteur global que le pays a perdue après l'implosion de l'Union soviétique.

Russie-Union européenne : une incompréhension durable

Après l'ouverture de la Russie aux échanges internationaux en janvier 1992, l'UE est rapidement devenue son premier partenaire commercial surtout grâce aux livraisons énergétiques russes. En 2008, le montant de celles-ci a atteint 173 milliards d'euros dont 117 milliards, soit 68 %,

représentaient les ventes de gaz naturel. Le commerce russo-européen demeure largement favorable à la Russie puisque celle-ci a toujours dégagé un excédent commercial, comme cela a encore été le cas en 2008, soit 68 milliards d'euros. La Russie est le premier fournisseur gazier (40 % des importations et 19 % de la consommation) et le deuxième fournisseur de pétrole (20 % des importations et 16 % de la consommation) de l'UE. Toutefois, cette dépendance varie fortement : pour des raisons historiques, les pays d'Europe centrale et orientale sont plus vulnérables (la Bulgarie et les pays baltes importent plus de 90 % de leur gaz de Russie) alors que ceux d'Europe occidentale le sont moins (l'Allemagne et l'Italie 37 %, la France 24 %). Cependant, entre 2005 et 2009, la récurrence de conflits gaziers avec l'Ukraine, pays par lequel transite 80 % du gaz russe vers l'Europe, a mis en doute la fiabilité et les véritables buts poursuivis par le Kremlin. Réconfortées par des taux de croissance économique moyens de 7 % l'an, les autorités russes ont décidé que le temps des humiliations était parvenu à son terme et que le pays avait retrouvé son indépendance économique et diplomatique, tandis que les Européens faisaient part de leur incompréhension, voire de leur indignation, face aux coupures répétées de l'alimentation énergétique. C'est à ce moment-là que des routes alternatives d'acheminement du gaz en Europe - *Nord Stream* et *South Stream* - ont été proposées respectivement à l'Allemagne de Schröder et à l'Italie de Berlusconi, les plus proches alliés du Président russe Vladimir Poutine. Cette stratégie a pour objectif de contourner des voisins jugés hostiles - les pays baltes et la Pologne au nord et l'Ukraine au sud - et relier directement l'Allemagne à travers la mer Baltique et l'Italie en traversant la mer Noire puis des pays « amis » comme la Bulgarie ou la Grèce jusqu'au détroit d'Otrante. Avec la participation active de compagnies européennes comme BASF, GDF Suez ou EDF, les deux gazoducs permettront à la Russie de tisser une véritable toile gazière en Europe et d'accroître la dépendance au gaz russe, si les perspectives de croissance de la consommation sont confirmées, jusqu'à 70 % des importations à l'horizon 2020. Parallèlement, Moscou cherche à diversifier ses exportations et à diminuer sa dépendance envers l'UE en ouvrant une route asiatique afin de satisfaire notamment les marchés chinois, sud-coréen et japonais. Par ailleurs, l'incapacité de Bruxelles à mettre en place une politique énergétique commune et à parler d'une seule voix dans ses relations avec Moscou, a permis à cette dernière de s'aliéner l'ensemble du territoire européen, en tirant habilement parti des égoïsmes nationaux.

Dans cette optique, le ministère russe des Affaires étrangères a confirmé au mois de mai 2010 la poursuite de relations bilatérales avec chacun des pays de l'UE. L'approfondissement des liens avec l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne est jugé prioritaire et doit soutenir l'effort de modernisation et de consolidation de la place de la Russie sur la scène

internationale. La signature à la fin de 2010 d'un contrat sur l'achat de deux porte-hélicoptères de classe Mistral à la France participe de la même logique, puisque ce type de bâtiment ultra-moderne n'est actuellement pas produit par le complexe-militaro-industriel russe. Moscou souhaite construire deux autres exemplaires sur son territoire et profiter des transferts de technologie afin d'améliorer la compétitivité de sa composante navale. Certains analystes russes pensent même que l'accès à ces technologies navales avancées pourrait permettre à la Russie d'en faire usage lors de conflits futurs avec des pays membres ou alliés de l'OTAN.

Le sommet Russie-UE de Rostov sur le Don

Le vingt-cinquième sommet Russie-UE, qui s'est tenu à Rostov sur le Don les 31 mai et 1^{er} juin 2010, a souligné une fois encore le fossé séparant les conceptions russe et européenne quant à l'avenir de leur relation. Cette dernière est dans une impasse car aucun des partenaires ne semble prêt à faire les concessions minimales pour avancer. Moscou espérait engager Bruxelles dans un partenariat pour la modernisation économique et mettre en place un calendrier menant à la suppression réciproque des visas d'entrée pour leurs ressortissants. Car, comme l'a annoncé le conseiller présidentiel Arkadi Dvorkovitch, « l'Union européenne est notre partenaire le plus proche. Nous sommes essentiellement une nation européenne ». Mais les deux partenaires ont des opinions divergentes sur ces dossiers. Tandis que les Européens considèrent la modernisation comme un instrument qui doit conduire à des changements économiques et politiques, les Russes y voient une opportunité d'utiliser la technologie et le savoir-faire de leur partenaire occidental à des fins nationales voire géopolitiques. De plus, la Russie a confirmé sa volonté de poursuivre les relations bilatérales avec les grands Etats de l'UE (Royaume-Uni exclu) au détriment de Bruxelles. Ce sommet de Rostov a donc confirmé le blocage durable de la relation russo-européenne. Tout en se considérant européenne, la Russie continue de défendre sa spécificité orthodoxe et autocratique, symboles de son appartenance à l'Orient. De son côté, l'UE semble incapable d'appréhender cette complexité russe, ce qui entretient incompréhension et malentendus. Le débat russe entre slavophiles et occidentalistes, engagé dans les années 1840, est loin d'être tranché. C'est pourquoi, contrairement aux relations russo-américaines, un « *reset* » est peu probable entre Moscou et Bruxelles à court et moyen terme.

Russie-Etats-Unis : une relation de puissance

De son côté, la relation avec Washington continue de jouer un rôle central dans la politique extérieure russe car elle confère à Moscou, à travers la négociation nucléaire, son statut de puissance globale et cela

constitue l'unique occasion de discuter sur un pied d'égalité avec son ancien ennemi de la guerre froide. Le nouvel accord START d'avril 2010 entre les deux superpuissances militaires (voir supra), dans le cadre médiéval du château de Prague, a été l'occasion pour la Russie de renouer avec son glorieux passé soviétique. Cet accord, qualifié d'historique par les deux capitales, a été salué par les présidents Barack Obama et Dmitri Medvedev comme le début d'un nouveau chapitre dans l'histoire des relations entre les deux puissances nucléaires. En effet, celles-ci étaient tombées à un niveau historiquement bas post-guerre froide, après le court conflit armé entre la Russie et la Géorgie au début août 2008 et la reconnaissance par Moscou des républiques sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du sud. Durant l'année 2009, le président américain s'est employé à améliorer les rapports entre les deux pays grâce à sa politique du « *reset* », c'est-à-dire une remise à plat de leurs relations, afin d'oublier la politique désastreuse menée par son prédécesseur George W. Bush (janvier 2001-janvier 2009). Ainsi, la politique unilatérale de Washington avait systématiquement ignoré les objections du Kremlin concernant notamment l'élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale, l'installation d'éléments d'un bouclier antimissiles en République tchèque et en Pologne, ou son activisme sur le territoire de l'ancienne Union soviétique et le soutien ouvert à l'adhésion de la Géorgie et l'Ukraine à l'Alliance atlantique.

Une mentalité de guerre froide

Cependant, depuis la signature du nouveau traité START, on ne constate pas d'approfondissement notable de la coopération entre les Etats-Unis et la Russie. A titre d'exemple, les échanges commerciaux demeurent très limités au regard de la taille des deux économies. En 2008, alors que le commerce bilatéral atteignait un maximum de 36 milliards de dollars, il ne représentait que 4 % des échanges internationaux russes et moins de 1 % des échanges américains. La même année, le commerce des Etats-Unis avec la Chine s'élevait à 409 milliards de dollars, soit onze fois plus que celui réalisé avec la Russie. Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que Washington considère Pékin comme son partenaire économique stratégique, alors que, comme nous l'avons vu, c'est l'UE qui joue ce rôle pour Moscou. Selon Fiodor Loukianov, « la Russie est pour Obama un partenaire nécessaire pour résoudre des problèmes de sécurité nationale, comme l'Iran et l'Afghanistan. Moscou, pour sa part, construit son attitude envers les Etats-Unis en fonction de l'implication de Washington dans les affaires des Etats post-soviétiques. »

Aussi, afin d'apaiser l'inquiétude russe, le Président Obama a abandonné l'idée d'intégrer la Géorgie et l'Ukraine dans l'OTAN et a rejeté

le projet controversé de bouclier antimissiles. Mais, parallèlement, il a donné des gages de sécurité aux pays d'Europe de l'est et les militaires américains ont commencé à déployer (depuis fin mai 2010) des missiles *Patriot* en Pologne, à seulement cent kilomètres de l'enclave russe de Kaliningrad. La mise en place de ces missiles serait un prélude à l'installation d'une base militaire américaine permanente sur le sol polonais après 2012. Cette base polonaise servirait de point de départ à la construction d'une nouvelle forme de bouclier antimissile qui couvrirait l'ensemble du territoire de l'OTAN en Europe et des éléments pourraient être installés en Bulgarie et en Roumanie, à partir de 2015. L'administration américaine a invité la partie russe à participer à la conception d'un tel bouclier mais en posant ses conditions, ce que Moscou a rejeté catégoriquement. En fait, on constate que si l'élection de Barack Obama s'est traduite par un changement de style, Washington continue d'imposer sa vision du monde à Moscou, mais celle-ci, dans une phase de regain de puissance, exige désormais d'être respectée sur la scène internationale. Désormais, elle n'hésite plus à s'opposer frontalement à son ancien rival, comme cela a été notamment le cas lors du débat sur l'indépendance du Kosovo, voire à le défier ouvertement comme cela s'est produit lors de la riposte militaire contre la Géorgie et des reconnaissances diplomatiques de l'Ossétie du sud et de l'Abkhazie fin août 2008. Car, en dépit de l'arrivée d'une nouvelle génération de dirigeants à la Maison Blanche et au Kremlin, les élites politiques des deux pays restent, plus de vingt ans après la chute du mur de Berlin, fortement empreintes de l'esprit de la guerre froide. En effet, les deux pays continuent d'avoir des visions divergentes sur l'avenir : la Russie insiste sur la construction d'un monde multipolaire dans lequel elle constituerait un centre aux côtés de la puissance établie et des puissances émergentes comme le Brésil, la Chine et l'Inde, alors que les Etats-Unis entendent toujours préserver leur rang de d'unique superpuissance en s'appuyant sur leur avance technologique et leur puissance militaire.

Russie-Chine : un contrepois face aux Etats-Unis

La multiplication des différends avec les Etats-Unis au cours des années Bush, et la désillusion russe du rapprochement avec l'Occident en général, a conduit Moscou au début des années 2000 à modifier les priorités de la politique étrangère en faveur de l'Asie en resserrant les liens avec la Chine et l'Inde. En juillet 2000, pendant la visite du Président russe Vladimir Poutine à Pékin, les deux pays ont élaboré un projet de traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération. Ce traité a été signé par les deux pays lors de la visite à Moscou du Président chinois Jiang Zemin en juillet 2001. Ce rapprochement a constitué la suite logique du partenariat stratégique signé en 1996, de la démilitarisation de leur frontière commune et du règlement du différend frontalier, qui avaient été finalisés au cours de l'année 1999.

Depuis 2001, on a assisté à un important développement des échanges commerciaux et à une convergence des positions diplomatiques aussi bien sur les dossiers globaux (même vision d'un monde multipolaire) que sur les problèmes régionaux, comme la Corée du nord, l'Iran ou la présence militaire des Etats-Unis en Asie centrale.

Les deux pays ont également décidé d'approfondir leur coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et de la sécurité. A ce propos, depuis 2001, la Chine et la Russie ainsi que le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan coopèrent au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Son rôle est de renforcer la confiance et le bon voisinage entre les Etats membres, d'assurer conjointement la paix, la sécurité et la stabilité dans la région, et de promouvoir un nouvel ordre mondial plus juste et plus rationnel. Mais, à travers l'OCS, l'objectif implicite de Moscou est de s'appuyer sur la Chine pour contenir la présence militaire américaine en Asie centrale. De son côté Pékin, qui cherche à étendre sa présence économique dans la région et profiter de ses ressources énergétiques, perçoit négativement la présence de soldats américains stationnés à ses portes. D'ailleurs les deux pays continuent de demander, sans succès, la fermeture de la base kirghize de Manas qui sert à Washington de soutien logistique dans sa lutte anti-terroriste en Afghanistan. Afin de montrer l'étroitesse de leur coopération, la Chine et la Russie ont mené du 23 au 25 août 2005 des manœuvres militaires conjointes de grande envergure en Extrême-Orient dans lesquelles elles ont engagé jusqu'à 10 000 hommes.

En mai 2008, le nouveau Président russe Dmitri Medvedev confirmait l'orientation stratégique de son pays en effectuant en Chine son premier déplacement à l'étranger. Au cours de la même année, alors que les deux pays réussissaient à mettre un terme au dernier litige frontalier grâce à la démarcation de la section Est de leur frontière, le commerce bilatéral atteignait un record de 56,8 milliards de dollars. Depuis, la Chine est devenue le 3^{ème} partenaire commercial de la Russie, alors que cette dernière est le 11^{ème} partenaire de Pékin. Le commerce d'armements et d'énergie domine les échanges entre les deux pays. La Chine demeure un des premiers clients de l'industrie militaire russe avec des achats annuels d'environ 2 milliards de dollars. Depuis décembre 2009, l'entrée en service du premier tronçon de l'oléoduc Sibérie orientale-Pacifique (ESPO) a permis à la Russie de fournir 30 Mt de pétrole par an à la Chine et aux marchés asiatiques. Lorsque le second tronçon sera achevé, 80 Mt par an pourront être acheminées dans la région Asie-Pacifique dont 15 en Chine.

Une relation ambivalente

Cependant, si l'OCS a grandement contribué à l'amélioration des

relations bilatérales, elle a aussi permis à Moscou de canaliser la puissance chinoise, au moins à court et moyen terme, au moment où la présence économique de Pékin, notamment au Kirghizstan et au Tadjikistan, est de plus en plus visible et où la concurrence pour les ressources énergétiques du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan devient plus vive. La proposition chinoise de transformer l'OCS en zone de libre-échange a été rejetée par la Russie (ainsi que par le Kazakhstan et l'Ouzbékistan) car elle craint une mainmise économique de Pékin en Asie centrale. Au niveau sécuritaire, malgré la rhétorique russo-chinoise hostile à la présence américaine au Kirghizstan, Moscou serait favorable à son maintien afin de stabiliser l'Afghanistan et d'éviter une contagion à l'ensemble de la région centre-asiatique. Dans le même temps, cette présence est aussi utile à la Russie car elle lui permet de brider l'influence chinoise.

Par ailleurs, la Russie appréhende la pression démographique chinoise en Sibérie et en Extrême-Orient. En effet, les régions à l'est de l'Oural, qui représentent 13,1 millions de km², soit 77 % du territoire russe, ne sont peuplées que de 39 millions d'habitants (3 habitants au km²), alors qu'au sud du fleuve Amour, la région chinoise de Heilongjiang compte une population de 38 millions sur un territoire de 460 000 km²³. Cette situation déséquilibrée rend les autorités russes très méfiantes quant à l'immigration chinoise dans la partie asiatique de son territoire, quand bien même son développement exige des besoins importants en main-d'œuvre. A long terme, la Chine est jugée à Moscou comme un partenaire peu fiable, ce qui explique le renforcement des liens avec New Delhi, son allié historique de la guerre froide.

Russie-Inde : des partenaires historiques

En octobre 2000, la visite du Président Poutine en Inde a eu pour principal objet de porter la relation bilatérale au rang de partenariat stratégique. L'approfondissement de la relation a été encouragé par le Kremlin car il cherchait à renforcer la présence russe sur le marché indien face au retour des Etats-Unis mais aussi à contrebalancer la relation avec la Chine. Depuis lors, le principal succès a été le développement de la coopération militaro-technique puisque les deux pays ont produit conjointement divers armements dont le missile *Brahmos* qui devrait équiper les forces armées indiennes à partir de 2012. Leur coopération se poursuit dans la production d'un avion militaire de transport et dans celle de l'avion de combat de 5ème génération. En 2006, l'Inde était encore le premier client asiatique de l'industrie militaire russe en absorbant 16 % de ses ventes, contre 10 % pour la Chine, et 70 % du matériel en service dans l'armée indienne est d'origine russe. Mais, la part des exportations russes a vocation à diminuer en raison des problèmes de qualité et de prix dénoncés

par la partie indienne et de sa volonté de diversifier ses approvisionnements. Par ailleurs, le niveau des échanges commerciaux demeure faible puisqu'il peine à atteindre 10 milliards de dollars, malgré le contact intense entre officiels de haut niveau des deux pays. Au niveau politique, Moscou et New Delhi partagent les idées de multipolarité, de lutte contre le terrorisme islamiste et le trafic de drogue, et défendent le rôle primordial de l'ONU dans la résolution des crises internationales, ce qui constitue une critique commune du comportement des Etats-Unis.

Mais surtout, l'Inde et la Russie coopèrent de plus en plus étroitement en Asie centrale car elles ont pour souci commun de contenir la montée de la puissance chinoise. Ainsi, dès 2004, grâce à l'autorisation de Moscou, New Delhi a pu moderniser l'aérodrome d'Aïni au Tadjikistan et y ouvrir une base militaire à la fin 2006. Cette base stratégique, située aux confins de l'Afghanistan, de la Chine et surtout du Pakistan, permettra à l'Inde de protéger ses livraisons énergétiques en provenance de la région (notamment du gaz tadjik) mais aussi d'y surveiller le trafic de drogue et l'évolution des groupes islamistes potentiellement dangereux pour sa sécurité intérieure. Contrairement à Pékin, Moscou ne craint ni la concurrence indienne en Asie centrale ni un conflit militaire à long terme, car il existe une grande sincérité et un grand suivi dans les relations entre les deux pays comme en témoignent les réseaux d'amitié noués à tous les niveaux d'administration et dans les différents secteurs industriels. A la mi-mars 2010, à l'issue de la dernière visite du Premier ministre russe Vladimir Poutine à New Delhi, son homologue indien Manmohan Singh a confirmé que son pays considérait la Russie comme un partenaire stratégique digne de confiance.

D'une puissance régionale...

Mais la priorité du Kremlin demeure son « étranger proche », c'est-à-dire le territoire de l'ancienne Union soviétique sans les Etats baltes, membres de l'UE depuis mai 2004. Selon Fiodor Loukianov, à défaut de la transformer en une puissance mondiale, la crise économique, qui a commencé à l'automne 2008, doit aider la Russie à acquérir les compétences d'une puissance régionale : « Moscou possède encore toutes les conditions nécessaires pour jouer un rôle au sein des anciennes républiques soviétiques, analogue à celui joué par Londres dans le Commonwealth britannique. Mais pour réaliser cela, la Russie doit d'abord sentir qu'elle peut agir comme un patron capable de donner sans attendre une récompense immédiate et faire preuve de magnanimité, tact et retenue. »

De plus, depuis mars 2010, la crise des finances publiques que traverse la zone euro est aussi révélatrice de l'absence d'une véritable gouvernance et de règles appropriées au niveau européen, pour se prémunir des chocs

asymétriques (crise de la dette grecque). La remise en ordre des finances publiques européennes prendra du temps et se traduira par un désintérêt relatif à l'égard des pays extérieurs à l'Union. Ainsi, le partenariat oriental, dans le cadre de la politique européenne de voisinage, lancé au sommet européen de Prague en mai 2009, en direction de plusieurs pays post-soviétiques (Belarus, Ukraine, Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie) semble momentanément délaissé, par manque de moyens. Aux Etats-Unis, toujours dans une situation économique difficile, l'administration Obama a abandonné la rhétorique agressive de la période Bush envers Moscou par rapport à l'espace post-soviétique. Washington a réévalué ses priorités en faveur de l'Asie, en particulier en direction de la Chine et des pays du Sud-est du continent, mais aussi de la zone Pacifique. Quant à Pékin, considérée comme rivale potentielle de la Russie en Asie centrale, elle n'est pas prête à prendre la relève dans un avenir proche.

Elu en février 2010, le Président ukrainien Viktor Yanoukovitch a pris acte de ce manque de compétitivité européenne en se rapprochant de Moscou (accord sur l'extension de la flotte russe en Crimée contre une réduction du prix du gaz de 30 %, en avril 2010). De son côté, le Kremlin, ayant pris la mesure des difficultés occidentales, cherche à attirer davantage l'Ukraine dans son orbite en poussant à l'intégration commune de nombreux secteurs industriels (aéronautique, construction navale, nucléaire civil, voire gaz). De fait, la grave crise du monde occidental constitue une opportunité pour la Russie d'engager un véritable processus d'intégration économique et militaire dans l'espace post-soviétique.

Avancées et difficultés de l'intégration

L'entrée en vigueur formelle de l'union douanière entre la Russie, le Belarus et le Kazakhstan le 1^{er} janvier 2010 (qui devait être opérationnelle le 1^{er} juillet 2010) doit être le prélude au lancement d'une union comprenant la plupart des anciens Etats soviétiques. Toutefois, ce processus, à l'image de la construction européenne, sera difficile et long, car les divergences et les méfiances restent nombreuses. Dans le cadre de l'union douanière tripartite, des désaccords persistent sur les importations d'automobiles et d'avions sur le territoire de l'union et surtout sur les taxes à l'exportation de pétrole et de produits pétroliers russes vers le Belarus. Celle-ci exige que l'ensemble des exportations russes soient exemptes de taxes alors que la Russie entend continuer à taxer ses ventes de pétrole qui ne correspondent pas à la consommation intérieure et qui sont réexportées, avec grand profit, par Minsk.

De ce fait, l'union douanière n'a pu fonctionner pleinement à la date prévue du 1^{er} juillet 2010. Cependant, ce contretemps a davantage été causé par les manœuvres politiques du Président Alexandre Loukachenko dans

l'optique de l'élection présidentielle du 19 décembre 2010. Aussi, la Russie a menacé de poursuivre l'union douanière avec le Kazakhstan, si un accord n'était pas trouvé au sommet d'Astana (Kazakhstan) le 5 juillet 2010. A cette date, le président biélorusse a finalement signé l'accord permettant l'entrée en vigueur de l'union douanière, mais les relations entre Minsk et Moscou continuent d'être tendues.

Dans le domaine militaire, en 2000, Moscou a été à l'initiative de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). Les Etats fondateurs sont la Russie, le Belarus, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, auxquels s'est joint l'Ouzbékistan en 2006. Elle a pour objet de garantir la sécurité de ses membres et de lutter contre le terrorisme et la mafia. Moscou voudrait transformer l'OSTC en une organisation intégrée sur le modèle de l'OTAN. La création d'une force d'action rapide en Asie centrale, sous commandement unifié, doit accroître la présence russe dans cette région stratégique tout en renforçant la dimension militaire de l'OSTC. Toutefois, l'Ouzbékistan a refusé de se joindre à cette force car elle rejette tout renforcement militaire russe dans une région où elle aspire à un certain *leadership*.

La faible réaction à la vague de violences ethniques qui ont éclaté le 10 juin dans le sud du Kirghizstan et le refus du Kremlin de répondre à l'appel de Bichkek à une intervention russe ou sous l'égide de l'OSTC pour rétablir la situation, ont montré les limites de cette organisation. En effet, même si tous les gouvernements ont compris que la situation de chaos pourrait dégénérer à l'ensemble de la région, il existe un haut degré de méfiance entre les Etats membres de l'organisation militaire qui craignent de créer un précédent en intervenant sur le territoire d'un de leurs partenaires. C'est pourquoi, à la faveur de la crise kirghize, des règles claires d'intervention devraient être assignées à l'OTSC, à défaut il est impératif que la Russie prenne ses responsabilités comme gendarme de la région, tout en tenant compte des susceptibilités de ses partenaires. De la capacité de Moscou à devenir le centre de gravité pour les Etats successeurs de l'Union soviétique dépend son avenir de grande puissance dans un monde multipolaire en gestation.

... à une puissance mondiale ?

Parallèlement au renforcement de ses positions dans son « étranger proche », Moscou entend désormais jouer un rôle de puissance mondiale en tirant profit de sa vigueur économique et de l'affaiblissement relatif des pays occidentaux. Dès août 2007, Vladimir Poutine ordonnait la reprise des vols des bombardiers stratégiques au-dessus des océans Pacifique, Atlantique et Arctique, puis à partir de décembre 2007, la marine russe reprenait ses patrouilles autour du globe. Ces deux événements, fortement

symboliques, ont marqué la confirmation du retour de la Russie sur la scène internationale.

Depuis lors, grâce à sa participation aux opérations anti-piratage au large de la Somalie, la Russie tente de rétablir ses positions en mer Méditerranée. Dans cette optique, en accord avec la Syrie, Moscou modernise et agrandit l'ancienne base soviétique de Tartous. A partir de 2012, une fois les travaux de réhabilitation achevés, elle pourrait abriter une douzaine de navires de guerre. La position stratégique de cette base permettra à la marine russe d'atteindre en l'espace de quelques jours la mer Rouge via le canal de Suez et l'océan Atlantique via Gibraltar. En janvier 2009, le ministère russe de la Défense a approuvé une stratégie permettant l'expansion navale en dehors du territoire post-soviétique. Dans cette logique, on ne peut exclure, à moyen terme, l'usage d'infrastructures ou l'établissement de bases dans des pays amis comme le Yémen, le Venezuela ou Cuba.

Dans sa quête de puissance mondiale, bien que son intérêt pour la région remonte à 1997, Moscou n'est repartie à la « reconquête » de l'Amérique qu'à partir de 2005, en signant d'importants accords dans les domaines de l'armement (contrats de 4,4 milliards de dollars avec le Venezuela) et de l'énergie. En novembre 2008, lors de sa première tournée en Amérique latine (Pérou, Brésil, Venezuela, Cuba), Dmitri Medvedev avait exprimé la volonté de son pays de développer des « relations privilégiées » avec le continent. De nouveau, à la mi-avril 2010, pendant sa visite à Buenos Aires, le président russe a déclaré que « la Russie est de retour en Amérique latine » et que son pays cherchait à développer une coopération étroite avec la région. Moscou semble prendre en compte la volonté d'émancipation des pays latino-américains, et notamment des gouvernements ouvertement antilibéraux (Argentine, Brésil, Venezuela, Bolivie, Equateur, Nicaragua, Cuba), vis-à-vis des Etats-Unis. Cette situation permet à la Russie de fédérer ce mécontentement et de l'utiliser à son profit pour accroître son prestige international et se positionner en rivale de Washington. C'est aussi une réponse au développement de la présence américaine dans son « étranger proche ». Ainsi, par son retour en Amérique latine, la Russie veut montrer, en premier lieu à son ancien rival de la guerre froide, qu'elle entend participer pleinement à la constitution d'un monde multipolaire, projet ardemment défendu par le Brésil, l'Argentine ou le Venezuela, tout en reprenant son statut de puissance mondiale, grâce à sa présence sur tous les continents.

Le Venezuela en point d'ancrage

Le développement des relations économiques entre la Russie et l'Amérique latine doit contribuer à la réalisation de cet objectif. En 2010, la Russie entretient des relations avec les 33 Etats du bassin d'Amérique

latine et des Caraïbes. Entre 2005 et 2009, les échanges annuels Russie-Amérique latine ont été multipliés par trois passant de 6 à 18 milliards de dollars. Moscou cherche aussi à développer une coopération multiforme avec les organisations régionales et particulièrement avec le Mercosur (marché commun comprenant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela).

Depuis 2008, le Brésil est devenu le principal partenaire économique russe dans la région, le commerce bilatéral ayant représenté environ 9 milliards de dollars. Les deux pays ont aussi décidé d'élargir leur coopération dans les domaines pétrolier, militaire, spatial et dans les hautes technologies. Mais les échanges et la coopération russes se sont aussi fortement développés avec le Venezuela, qui constitue un véritable point d'ancrage pour Moscou. Après les contrats militaires de la période 2005-2007, les relations économiques et politiques se sont intensifiées. En septembre 2009, durant la visite du Président Hugo Chavez en Russie, Moscou a annoncé son intention d'accorder à son pays un crédit de 2,2 milliards de dollars pour l'achat d'armements russes. En avril 2010, le voyage du Premier ministre Vladimir Poutine s'est traduit par la signature de 31 contrats dans les domaines du pétrole, du spatial, du nucléaire civil, de l'automobile, de la science et de l'éducation. Le contrat le plus important concerne le développement par un consortium russo-vénézuélien (Petroleos de Venezuela - Rosneft-Lukoil) du gisement pétrolier de Hunin-6 situé dans la ceinture de l'Orénoque, dont les réserves sont estimées à 40 ans de production (450 000 barils par jour) et qui nécessite un investissement de 20 milliards de dollars. Au niveau politique, le rejet de l'impérialisme américain par le Président Chavez s'est traduit par un rapprochement avec Moscou. Ainsi, en septembre 2008, deux bombardiers stratégiques russes Tu-160 ont pu atterrir sur un aérodrome militaire vénézuélien et quatre navires de guerre russes, dont le croiseur à propulsion nucléaire *Pierre le Grand*, ont été accueillis à La Gaira, puis début décembre, des manœuvres aéronavales conjointes de grande ampleur ont eu lieu en mer des Caraïbes. Un an plus tard, en septembre 2009, Caracas annonçait la reconnaissance des régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud.

Ce renforcement des relations russo-vénézuéliennes a poussé les Etats-Unis à ouvrir sept bases militaires en Colombie depuis juillet 2009. Comme au temps de la guerre froide, la Russie se retrouve face aux Etats-Unis en Amérique latine, le Venezuela ayant remplacé Cuba dans ce jeu d'influence dont les répercussions risquent de dépasser le strict cadre régional, car du succès de la stratégie russe en Amérique latine dépend en partie l'avenir de la Russie comme nouvelle puissance mondiale.

Les aspirations de la Russie à restaurer le statut qui a été le sien sur la scène internationale pendant la guerre froide peut paraître légitime au regard des accomplissements et des souffrances du peuple russe tout au long de son histoire millénaire. Toutefois, nous nous devons de ne pas occulter les défis importants auxquels cet immense pays, toujours tiraillé entre l'Europe et l'Asie, devra faire face dans les années à venir afin d'accomplir cet objectif stratégique.

Tout d'abord, l'état des infrastructures demeure préoccupant du fait d'un sous-investissement massif et d'un coût de renouvellement prohibitif. Ainsi, 50 % du réseau ferré a été construit avant 1916, un kilowatt heure d'électricité coûte 40 % plus cher qu'en Allemagne et la pose d'un kilomètre d'asphalte sur une autoroute est quatre fois plus coûteuse que dans l'Union européenne. Cette inflation de coûts peut s'expliquer par la structure monopolistique de l'économie et par l'existence d'un degré important de corruption endémique. La Banque Mondiale et le FMI estiment le coût annuel de la corruption à 300 milliards de dollars, soit 25 % du PIB russe. Le gouvernement envisage un investissement de 1 000 milliards de dollars pour moderniser ports, aéroports et routes qui datent de l'époque soviétique. Mais quelle que soit la qualité d'exécution de ce plan, ce type d'investissement n'aura un impact positif sur le pays qu'à moyen et long terme.

Ensuite, le déclin démographique russe devrait se poursuivre au cours des prochaines décennies. Selon l'ONU, le pays ne devrait plus compter que 128 millions d'habitants en 2030 contre 142 millions en 2010. La structure de la population devrait aussi changer puisque le nombre de personnes en âge de travailler pourrait chuter de 57 % à 49 % sur la même période. Si les autorités échouent à résoudre le problème démographique, cela entraînera des tensions sur le marché du travail et aura un impact négatif sur le développement du pays à long terme. L'appel à des migrants, majoritairement issus de la CEI, pourrait aider à compenser cette chute.

Enfin, l'industrie russe demeure peu compétitive aussi bien sur le marché national qu'international. Les dépenses en R&D ne représentent que 1 % du PIB contre 2 % dans l'UE et 3 % aux Etats-Unis. De plus, la quasi-totalité de ces dépenses sont réalisées par l'Etat, surtout dans le cadre du complexe-militaro-industriel, alors que l'essentiel de la R&D est le fait d'entreprises privées dans les pays développés. Depuis 2010, la construction d'une *Silicon Valley* russe dans la ville de Skolkovo (à 20 kilomètres de Moscou) doit aider la Russie à diversifier sa structure productive et à moderniser son économie en attirant des firmes innovantes nationales et internationales, pour se concentrer sur l'essor de technologies nouvelles dans l'énergie, les télécommunications, les technologies de l'information, la biotechnologie et le nucléaire.

Mais ce projet ne doit constituer que la première étape dans la diffusion de l'innovation à l'ensemble du territoire russe. Ainsi il est impératif de relier les autres centres de recherche du pays (ceux situés notamment en Sibérie) et universités avec Skolkovo afin de mettre en œuvre un véritable réseau scientifique. Dans ce cas, le rôle du gouvernement russe demeure décisif, car il devra mettre à disposition, en dehors de sa part d'investissement financier, un cadre légal adapté, tout en laissant au secteur privé le soin d'innover. C'est à ce prix seulement que la Russie pourra échapper, à terme, à la « malédiction » des matières premières et devenir un des principaux centres mondiaux de la recherche et de l'innovation. C'est aussi le meilleur moyen de promouvoir ses ambitions sur la scène internationale.

Notes :

¹ Discours prononcé par le président russe Vladimir Poutine le 10 février 2007, lors de la conférence sur la sécurité de Munich, in http://www.alterinfo.net/Vladimir-Poutine-a-Munich-un-discours-marque-par-la-franchise_a6487.html. Président de la Fédération de Russie (2000-2008) et Premier ministre depuis son départ du Kremlin en mai 2008.

² Voir Banque centrale de Russie : http://www.cbr.ru/eng/hd_base/mrrf/. Entre le 1er octobre 2008 et le 31 mars 2009, la Banque Centrale de Russie a dépensé 174 milliards de dollars pour gérer la dévaluation graduelle du rouble d'environ 30 %.

³ Si l'on considère la seule région d'Extrême-Orient russe, la situation y est même catastrophique, puisqu'en couvrant 6,2 millions de km² (36 % du territoire russe) elle n'abrite que 6,5 millions d'habitants (1,04 habitants au km²). A noter que cette population est en baisse de 25 % depuis le début des années 1990.

Bibliographie :

- ARIS S., « L'OCS : poste d'observation sino-russe », IFRI n°34, septembre 2008.
- BLANK S., « La Russie et l'Amérique latine : manœuvres géopolitiques dans le voisinage des Etats-Unis », IFRI, n°38, avril 2009.
- BORDATCHEV T., « Géorgie, Obama, crise économique : quels impacts sur la relation Russie-UE ? », IFRI, n°46, janvier 2010.
- CARLSON B., « The limits of Sino-Russian strategic partnership in Central Asia », *Journal of Public and International Affairs*, June 2007.
- CONDE Ph., « La crise en Russie », in <http://www.diploweb.com/La-crise-en-Russie.html>, octobre 2009.
- CONDE Ph., « South stream contre Nabucco », in http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1003, octobre 2009.
- FACON I., POUKHOV R., « Russie, Inde, coopération militaro-technique », FRS, n°8, mars 2008.
- FINON D., LOCATELLI C., « L'interdépendance gazière de la Russie et de l'UE : quel équilibre entre le marché et la géopolitique ? », *Cahier de recherche LEPII, Série EPE*, Grenoble, n°41, 2006.
- KARAGANOV S., « Strategic havoc », *Russia in Global Affairs*, n°1, January-March, 2010.
- LOUKIANOV F., « Going from Putin's frown to Medvedev's Smile », in <http://www.themoscowtimes.com/opinion/article/going-from-putins-frown-to-medvedevs-smile/406260.html>, May 19, 2010.
- SMITH M. A., « Russia & Latin America: Competition in Washington's "Near Abroad" ? », *Russian Series*, August 2009.
- SUZDALTSEV A., « Risks and prospects of the EurAsEC customs union », *Russia in Global Affairs*, n°1, January-March, 2010.